

LA GRANDE ÉVASION

En février 2019, la justice française condamne la banque suisse UBS à une amende record de 4,5 milliards d'euros. À l'origine du scandale, les témoignages de cinq employés. Qui sont-ils ? Pourquoi ont-ils parlé ? Avant l'ouverture du procès en appel, Olivier Bouchara et Thomas E. Florin les ont retrouvés.



TOURISME FISCAL
Le Cervin
à Zermatt.



ne date dit-elle un homme? Olivier Forgues n'a pas oublié le mercredi 20 février 2019. Ce jour-là, un huissier frappe à sa porte pour saisir ses biens. Il inspecte le canapé, estime la télévision du salon, épargne le mobilier des enfants, sans valeur... Forgues, 46 ans, a déjà perdu sa femme et son emploi dans la finance. Un ami est venu l'épauler dans cette nouvelle épreuve. De temps à autre, celui-ci dissimule son embarras en pianotant sur son téléphone comme pour signifier que, dehors, la vie continue. Mais la vie ne continue pas, elle le rattrape. C'est là, en direct, sur tous les sites d'informations : la banque suisse UBS vient d'être condamnée à verser 4,5 milliards d'euros à l'État français, la plus forte amende jamais prononcée par un tribunal dans l'Hexagone. Cinq anciens cadres et dirigeants du groupe écotent de peines allant de six à dix-huit mois de prison avec sursis. « Et moi, je n'avais plus rien, se souvient Olivier Forgues, retenant un rire nerveux. J'avais été l'un des premiers à dénoncer les agissements de la banque et, depuis ce moment, ma vie s'était effondrée. »

Il y a plusieurs manières de raconter l'affaire UBS. Par le prisme du droit, en invoquant les notions de démarchage illécite et de blanchiment de fraude fiscale, les deux accusations portées contre le géant suisse. Sous l'angle diplomatique, comme une attaque du fisc français contre le secret bancaire helvétique. Ou à hauteur d'hommes et de femme, en écoutant ceux et celle qui ont dénoncé la banque, *leur* banque, au risque d'en subir les conséquences. Cinq ex-employés sont cités dans le jugement de février 2019 : le directeur de l'audit interne, Nicolas Forissier ; la responsable marketing, Stéphanie Gibaud ; un chargé d'affaires, Olivier Forgues ; son ancien stagiaire puis collaborateur ; et le patron de l'agence de

Strasbourg. Cinq parmi des centaines de salariés, dont deux nous ont demandé de ne pas écrire leurs noms, parce qu'ils aspirent à tourner la page. C'est peu, disent les avocats d'UBS. C'est assez pour mettre au jour un système, a tranché la justice en première instance. Car, sans ces cinq témoignages-là, il n'y aurait jamais eu de scandale.

Qui sont-ils ? Pourquoi ont-ils parlé ? Qu'est-ce qui les a poussés à partir en guerre contre la multinationale qui les employait ? Lors du procès qui s'est tenu il y a deux ans, aucun n'a été convoqué à la barre pour s'expliquer. Mais les défenseurs d'UBS n'ont pas ménagé leurs attaques contre ces « pseudo-lanceurs d'alertes », présentés comme des « affabulateurs paranoïaques » (au mieux) ou des « extorqueurs de fonds ». On les a conspués, on a fouillé leur passé pour exhumer leurs fragilités et les discréditer. Certains se sont battus : ils ont pris la parole dans les médias, publié des livres, participé à des colloques sur la criminalité financière et les techniques de blanchiment. D'autres ont choisi la discrétion. Mais tous ont vu leur existence disparaître dans un tourbillon qui ne disait pas son nom et dont ils n'avaient pas anticipé la violence. Comme nous l'a glissé Stéphanie Gibaud, un matin, d'une voix blanche : « UBS, ça a tout emporté. »

Avant l'ouverture du procès en appel, prévue initialement le 2 juin, il faut prendre le temps de remonter le fil de l'histoire avec eux. Tous nos entretiens ont été menés avant l'apparition de l'épidémie en Europe, au début de l'hiver. Plus d'une décennie après les faits, les souvenirs manquent parfois de précision, les plaies n'ont pas toujours cicatrisé mais ces récits dessinent une manière d'équipée sauvage dans le monde feutré et silencieux de la banque privée. Pour préparer sa défense, UBS a recruté un ténor du barreau, Hervé Temime (lire son portrait



COULEURS SUR LA VILLE

Jets de peinture sur la façade d'une agence UBS à Zurich à l'occasion des manifestations du 1^{er} mai 2018.

marketing d'une banque suisse, c'est pour avancer dans la vie, s'installer à Paris, gagner un peu plus (3 500 euros brut par mois). À présent, elle découvre un univers austère où la moquette triple épaisseur étouffe les plus légers soupirs. Le midi, certains reviennent de leur pause déjeuner avec une nouvelle cravate Hermès. Ce sont les « CA », lui dit-on. Des « chargés d'affaires », qui chassent les « prospects » (les clients) pour rapporter des millions de « *net new money* » (de l'argent frais), s'ils veulent toucher leur bonus. Bien sûr, ça ne tombe pas tout seul et l'équipe de Stéphanie les aide en organisant des « *events* » dit-on encore en anglais : des « occasions » de courtiser ces

grandes fortunes. « Nous sommes comme Rolls-Royce, l'avait prévenue le président d'UBS France lors de son embauche. Personne n'entend jamais parler de nous, mais tout le monde nous connaît. »

Il faut donc faire chic et discret, sans lésiner sur les moyens. Pas de campagnes publicitaires dans le métro mais des dîners préparés par des chefs étoilés, des premières à l'opéra, des vernissages... Il y a toujours du beau monde dans les *events* de la banque :

on y croise des entrepreneurs à succès, Luc Ferry ou encore Carla Bruni un soir de concert donné par Mstislav Rostropovitch en 2002. On y voit aussi des chargés d'affaires suisses, avec leurs clients et peut-être en quête de nouveaux – ce sera toute la question des juges. La jeune chargée de marketing, elle, n'y voit aucun mal. N'est-il pas normal de rencontrer des collègues venus d'autres pays quand on travaille dans une banque internationale ? La loi est pourtant claire : faute de

« Nous sommes comme Rolls-Royce. Personne n'entend jamais parler de nous, mais tout le monde nous connaît. »

UN ANCIEN DIRIGEANT D'UBS FRANCE

dans *Vanity Fair* d'avril 2020), spécialiste du droit pénal des affaires, réputé pour avoir obtenu la relaxe de Bernard Tapie ou du marchand d'art Guy Wildenstein. Il appuiera le prestigieux cabinet anglo-saxon Allen & Overy, qui a mobilisé sur le dossier le patron de son département contentieux et arbitrage, M^e Denis Chemla. Leur méthode : chercher la moindre faille, s'y engouffrer et pilonner. « Je suis prêt, nous a prévenus Nicolas Forissier un matin de novembre 2019 en ajustant ses petites lunettes rondes. La banque peut dire ce qu'elle veut à mon sujet, mais si on m'appelle à témoigner, je viendrai avec ma présentation PowerPoint et, excusez du peu, je reprendrai toute l'histoire de A à Z. »

La « chasse aux grosses patates »

À quoi ressemble le quotidien au sein de la première banque privée du monde ? À son arrivée chez UBS en septembre 1999, à peine trois mois après l'ouverture de la filiale française, Stéphanie Gibaud, 34 ans, s'ennuie. Un an plus tôt, elle s'occupait de la communication du Racing Club de Lens, dans le Pas-de-Calais où elle a grandi. Elle y a fêté le titre de champion de France de football, avec 30 000 supporters au stade jusqu'à 3 heures du matin et douches au champagne dans les vestiaires. Si elle a rejoint le service

disposer d'une licence bancaire européenne, le groupe n'a pas le droit d'envoyer ses commerciaux démarcher au-delà de leurs frontières. Si un Français veut ouvrir un compte à Genève ou à Zurich, aucun problème, à condition de le déclarer au fisc. Mais c'est à lui, et à lui seul, de se déplacer.

Au début de ces années 2000, Olivier Forgues est un homme heureux. Certes, ses chaussures pointues le font horriblement souffrir. Il trouve qu'il ressemble à un clown avec ses bretelles de trader, mais enfin, n'a-t-il pas déniché un poste dans l'établissement de ses rêves ? « Si on m'avait demandé de porter des slips UBS, je l'aurais fait », sourit-il en enchaînant les cigarettes, tout de jean vêtu. Adolescent, il adorait la bourse et passait des ordres de la cabine téléphonique du lycée. Chez UBS, le voilà chargé d'affaires au sein du « *core affluent* », un service taillé sur mesure pour les fortunes de 250 000 euros à 5 millions. Il y en a de plus en plus en cette période d'ébullition Internet et la banque veut en faire « un levier de croissance ». En interne, on dit plus simplement : « Chasser les grosses patates ».

Forgues est déniaisé lors d'un séminaire de formation à Lausanne. Le jour, on participe à des jeux de rôles lénifiants. Le soir, on se raconte la vraie vie autour d'une bonne fondue au restaurant. À l'en croire, c'est là qu'un chargé d'affaires local lui aurait expliqué la technique pour obtenir son bonus à coup sûr : si l'un de ses clients à Paris dispose déjà d'un compte en →

⇒ Suisse, par exemple chez Pictet ou Lombard Odier, il suffit de le convaincre de choisir UBS. La moitié de la somme récupérée sera inscrite dans ses objectifs propres, l'autre chez le correspondant. Bon, évidemment, si la personne n'a jamais déclaré ce compte aux impôts, l'opération peut relever du blanchiment de fraude fiscale, mais on n'en est pas encore là. Pour la comptabilité, la maison a tout prévu : « Chaque transaction est inscrite dans les carnets du lait. » Les quoi ? Des documents tenus par la direction commerciale, d'abord sur des cahiers d'écoliers puis sur un fichier informatique, afin de garder une trace de ces *deals* entre commerciaux et calculer ainsi les primes.

Forgues est surpris et intrigué. Très vite, les deux hommes se revoient, le courant passe. Le Français devient un « point de contact » pour différents CA suisses. Ses chiffres grimpent, son carnet du lait aussi. Il est si à l'aise avec les clients... Il a l'impression d'être un « signe extérieur de richesse », comme une voiture de sport ou une montre de collection, et cette petite comédie des apparences ne lui déplaît guère. Il écoute ses clients, flatte leurs egos, devine leurs désirs entre les lignes. « En fait, résume-t-il, les gens riches adorent décrocher leur téléphone à table en disant : “Je déjeune avec mon banquier d'UBS, mais tu ne me déranges pas.” » Il découvre peu à peu l'envers du décor. À Genève, les bureaux internationaux d'UBS sont organisés en open-space par pays : ici, les clients français ; là, les américains ; plus loin, les italiens. À Bâle, durant la foire d'art contemporain, on lui explique la dernière méthode à la mode pour faire passer tranquillement des capitaux de ce côté de la frontière : il suffit de s'entendre avec un galeriste pour acquérir une œuvre à un prix bien supérieur à celui du marché, puis de récupérer la différence grâce à un compte sur place – et tant pis si la cote de l'artiste s'envole sans raison. À Zurich, où se trouve le siège d'UBS, ses collègues veulent l'emmener un soir dans une maison close très spéciale, à deux pas de l'église de Fraumünster et de ses vitraux signés Chagall : on commence par visionner un film, on termine avec l'actrice. Il jure avoir refusé. « J'étais jeune marié avec une femme de la banque, raconte-t-il, les yeux au plafond. Vous imaginez, vous, si on vous prend en photo là-dedans et qu'on vous fait ensuite chanter. »

À Paris, ses soucis sont plus terre à terre : il trouve que les cadeaux clients, des agendas en croûte de porc, font un peu bas de gamme. Il s'en ouvre à Stéphanie Gibaud, qui lui suggère de consulter le catalogue mis en ligne sur l'intranet de la maison. Là, parmi les parapluies chinois et autres chargeurs de portables, il craque pour une mini-calculatrice capable de copier en un clin d'œil tous les contacts d'un téléphone. Il en commande des dizaines, au grand amusement de ses collègues de Genève : « Ce gadget, rigolent-ils, on s'en sert pour vider nos portables avant de passer la frontière, au cas où l'on croiserait des douaniers un peu trop curieux. » À preuve, ils disposent aussi d'ordinateurs chiffrés, de cartes de visite sans logo et de cartes bancaires anonymes. Un document interne, qui sera retrouvé par les enquêteurs, indique les consignes à

suivre lors des déplacements à l'étranger : « Ne descendez pas dans les hôtels régulièrement utilisés par les autres employés de la banque. Essayez d'être aussi imprévisible que possible dans vos choix de restaurants, compagnies de taxi, points de rendez-vous client. » De son côté, UBS a répondu que ce vade-mecum visait avant tout à protéger l'identité des clients, en particulier dans les pays d'Amérique latine où les autorités font la chasse aux riches, et non à faciliter l'évasion fiscale.

Une baby-sitter des services secrets

Nicolas Forissier repose son verre de côte-du-rhône, songeur. « Le secteur de la finance est un monde particulier, expose-t-il. Dans le troupeau de moutons que vous formez avec vos concurrents, il faut que vous soyez aussi gris que les autres, pas plus noir, pas plus blanc, pour vous fondre au mieux dans la masse. » Forissier, ex-directeur de l'audit d'UBS France, est l'un des principaux accusateurs de la banque aujourd'hui. On le rencontre au début de l'hiver dans une brasserie parisienne proche de la gare Saint-Lazare, à deux pas de ses anciens bureaux. Il réserve toujours la même table, au fond à gauche, regarde autour de lui pour vérifier que personne ne l'espionne. Il s'exprime avec précision, de manière posée, même s'il lui arrive de s'exalter pour un détail. Souvent, il conclut sa démonstration par cette phrase : « Tout ce que je vous dis, je peux le prouver avec les documents que j'ai dans mon disque dur. »

Il a 32 ans quand il arrive chez UBS en 2001, après un troisième cycle en finance et une première expérience à la Banque de Luxembourg. Il prend son travail à cœur, examine chaque facture, vérifie le nombre de jours de congé posés par les uns et les autres. En 2003, après le rachat de l'activité gestion de patrimoine de la banque Lloyds en France par UBS, la direction l'envoie à Cannes remettre d'équerre l'agence locale. La mission le passionne. Il découvre une faune interlope où se croisent des propriétaires de yachts, un baron de la drogue et même un proche de la famille royale britannique. Il y a tant de fraudes à débusquer. Il cherche les comptes à risque, dessine ses premiers circuits de blanchiment. Le PDG l'adore. Ses bonus augmentent. À Paris, quand il patiente devant la machine à café, les autres le surnomment « Huggy », parce qu'il a toujours des bons tuyaux. Il travaille sur des dossiers sensibles aux ramifications complexes. Va-t-il parfois trop loin ? Un soir, il en parle à son père, un ancien de l'armée de l'air. Qui s'inquiète et recommande le fiston auprès d'un capitaine de police, alors en poste à la direction centrale du renseignement intérieur (DCRI, devenue DGSI). « Je le voyais régulièrement, raconte Forissier. C'était ma “baby-sitter”, comme on dit dans le jargon des agents. » On s'étonne. Il a l'air désolé pour nous : « Tout ce que je vous dis, vous pourrez le vérifier », souffle-t-il en donnant le numéro du policier. (L'homme n'a pas souhaité nous répondre.)

À l'entendre, sa vie a basculé quand il a commencé à mettre son nez dans les résultats des CA en 2005. Il se rend compte

« Les gens riches adorent décrocher leur téléphone à table en disant : “Je déjeune avec mon banquier d'UBS, mais tu ne me déranges pas.” »

OLIVIER FORGUES, ANCIEN CHARGÉ D'AFFAIRES D'UBS FRANCE

que le service chargé des sportifs et du show-biz ne déclare ni actifs ni clients, malgré d'importantes primes. Il en parle avec la responsable, une quadra élégante sans réelle expérience de la finance, mais dotée d'un solide carnet d'adresses. Elle le prend mal et refuse de répondre à ses questions sans en référer à son supérieur. Ah bon, mais où est-il ? En Suisse. Qui est-ce ? Dieter Kiefer, réplique-t-elle. Kiefer : le patron de la division Europe de l'Ouest mais aussi le président du conseil de surveillance d'UBS France. « À cet instant, se souvient Forissier, je me suis dit que ça ne sentait pas bon du tout. Légalement, Kiefer ne devait pas avoir d'activité opérationnelle en France puisqu'il était rattaché à la Suisse. » Il s'empresse de signaler l'anomalie à la direction. On lui répond que tout va être remis en ordre, merci.

Quelques mois plus tard, alors qu'il fait la tournée des agences de province, le patron de celle de Strasbourg le prend à part : « Tu perds trop de temps sur des brouilles, Nicolas, et tu passes à côté de l'essentiel. » Forissier est surpris. Ce banquier alsacien n'est pas du genre à parler pour rien. Il a plus de 50 ans, une belle carrière derrière lui, en particulier au sein du groupe Neufilze où il est resté dix-huit ans. Mais certaines pratiques d'UBS le tourmentent. Il voit bien que ses CA collaborent avec leurs homologues suisses. Il devrait faire un signalement à la Banque de France, mais il n'arrive pas à obtenir de réponse claire de sa hiérarchie, et peut-être aussi qu'il n'ose pas. Alors, puisque ce Forissier semble avoir du courage à revendre, il lui balance tout. À commencer par les fameux carnets du lait. « Mais c'est grave ce que tu me dis là », conclut l'auditeur, halluciné.

L'attaque de la Tarentule

Que fait un salarié modèle quand il a une bombe entre les mains ? À l'époque, le statut de lanceur d'alerte n'existe pas en France (il faudra attendre la loi Sapin II de 2016) et celui qui dénonce un délit au sein de son entreprise devient forcément suspect. De plus, le groupe UBS traverse alors une crise profonde. La finance mondiale est en train d'imploser à cause des subprimes et la banque suisse est la plus exposée sur ces produits toxiques en Europe. En mai 2007, pour éviter la faillite, elle a dû fermer son fonds spéculatif, Dillon, Read & Co, jadis considéré comme sa tête de pont à Wall Street. Les pertes sont vertigineuses, près de 17 milliards d'euros en moins d'un an. Le cours de l'action est divisé par huit. Plus de 11 000 salariés (sur 80 000) sont licenciés. Le légendaire PDG, Marcel Ospel, deuxième patron le mieux payé de Suisse, est remercié. Et comme si cela ne suffisait pas, le *Financial Times* révèle les dessous peu reluisants de l'activité de gestion de fortune de la banque. Un mystérieux employé, qui se fait appeler « Tarentule », y dénonce un gigantesque système de fraude fiscale organisé à partir de la Suisse.

Après un an de travail, Nicolas Forissier a compris. À travers les carnets du lait, UBS a mis en place un système de reconnaissance d'affaires destiné à échapper aux régulateurs. Il décide de l'écrire en toutes lettres dans le rapport qu'il remet à la direction le 27 juin 2007, la veille de son départ en vacances : « L'ensemble des mouvements comptables relatif au *net new money* doit être justifié. » La petite phrase fait tiquer. On lui demande de reformuler. Il regimbe. Le big boss de

l'audit interne débarque de Zurich pour le convaincre. Forissier fait mine d'accepter, mais il prend soin de laisser, dans la version finale, une expression vague et ambiguë rappelant que « l'ensemble des mouvements doit être justifié » et dont les juges se saisiront par la suite. En attendant, il est paisible. Quelques mois plus tard, il reçoit le plus gros bonus de sa carrière : 80 000 euros.

Au bureau parisien, la tension monte. Le 19 septembre 2007, on convoque les patrons d'agence pour une réunion de crise. Ils sont sommés de passer l'ensemble de leurs opérations dans les carnets du lait. Si tout y est consigné, c'est bien qu'il n'y a rien à cacher. L'un d'eux s'insurge : l'un de ses clients vient de vendre un hôtel 40 millions d'euros et il ne voit pas pourquoi il devrait partager ce montant avec un CA suisse. Le patron de l'agence de Strasbourg participe à la fronde. Lors d'un séminaire à Chamonix, il demande à la direction des explications sur les carnets du lait. Pas de réponse, mais il reçoit peu après un bonus de 175 000 euros. Est-ce pour calmer ses ardeurs ? Qu'importe, il s'entête. Cette histoire commence à l'inquiéter. D'ailleurs, le 7 mai 2008, Tarentule est arrêté au États-Unis. L'animal s'appelle en réalité Bradley Birkenfeld. C'est un colosse roux originaire de Boston, qui a passé cinq ans au bureau d'UBS à Genève où il s'occupait d'une clientèle internationale, surtout composée d'Américains. Avec eux, il partageait sa passion des courses de Formule 1, des gros cigares et des strip-teaseuses. À présent, il est accusé de « complot contre l'Amérique » pour avoir aidé des dizaines de compatriotes à cacher de l'argent.

Un jour du printemps 2008, alors que l'Alsacien est de passage au siège parisien, il reçoit un SMS : « Préparez vos carnets du lait. » ➔

SYMPATHY FOR THE DEVIL

Bradley Birkenfeld, à Paris pour la sortie de son livre *Le Banquier de Lucifer*, en 2018.

